

## CAMPAGNES CONTRE LE COMMERCE INFORMEL

# L'État veut «nettoyer» la rue

**Les pouvoirs publics ont décidé de «mettre de l'ordre dans les espaces publics», envahis par le commerce informel. L'opération, qui a touché jusque-là les grandes agglomérations et autres grandes villes, a vu la mobilisation de plusieurs agents de l'ordre public.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'opération entamée depuis quelques jours se poursuivra «jusqu'à l'atteinte des objectifs assignés à savoir, l'assainissement de la capitale des marchés informels pour préserver la quiétude des citoyens».

Selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et portant la signature du premier responsable de la direction de la communication, «l'opération se déroule dans les meilleures conditions sans l'enregistrement d'aucun incident». Selon la même source, l'opération a été entamée tôt dans la matinée et a touché la circonscription administrative d'Hussein-Dey, particulièrement le quartier populaire de Belouizdad.

Selon d'autres sources, l'opération en question touchera aussi plusieurs autres quartiers de la capitale. A ce titre, on cite notamment les marchés informels situés à Bachdjarah, aux Eucalyptus et sur les hauteurs d'Alger.

D'ailleurs, on indique que cette première opération s'est déjà oldée par le démantèlement de plus de 500 commerces informels. Selon des sources oculaires, sur

les routes menant vers Ouled Fayet, Tipasa, Zéralda, Chéraga, Dely-Brahim, Beni-Messous, Draria et autres Kheraïcia et Baba Hassan, les policiers et les gendarmes ont procédé à l'évacuation de plusieurs pseudo-commerçants qui occupaient la chaussée et les alentours des cités.

L'opération intitulée «Le grand plan de nettoyage d'Alger», devrait être exécutée juste après la célébration de la fête de l'Aïd El-Fitr. Mais elle a été reportée d'une semaine afin de permettre aux concernés de prendre leurs dispositions.

Dans certains quartiers les opérations visant à éradiquer le marché informel ont tout simplement échoué, alors que dans d'autres quartiers elles ont connu un succès total.

Ce plan mis en exécution date de plusieurs années. Il a fait suite aux multiples rapports et autres constats faits par les différents intervenants quant aux conséquences de cette activité illégale. Ainsi, il est important de noter que l'économie informelle, qui est devenue une «véritable plaie» pour l'économie algérienne, engendre un manque à gagner à



Photo : Samir Sid.

Une œuvre de salubrité publique.

l'Etat au plan de la fiscalité d'environ 3 milliards de dollars. Alors que la sphère entière du marché informel fait tourner une masse monétaire de plus de 13 milliards de dollars.

Les chiffres révélés par plusieurs experts font ressortir que le commerce informel contrôle 65% des segments de première nécessité, à savoir les fruits et légumes, les poissons, les viandes blanche et rouge. Selon la même source,

les 70% d'Algériens qui perçoivent un salaire de 30 000 dinars consacrent 80% de leur revenu au niveau de la sphère informelle du textile.

Citant l'Office national des statistiques (ONS), il a été relevé que plus 50% de la population active est dans l'économie informelle. L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) estime pour sa part que l'économie informelle coûte 400

milliards de dinars (environ 4 milliards de dollars) au Trésor public algérien, soit plus que le double de l'estimation officielle annoncée par le ministre du Commerce Mustapha Benbada, à savoir un coût de 155 milliards de dinars.

Pour l'UGCAA, l'économie informelle plus connue sous le nom de «marché noir» serait développée et entretenue par des «lobbies très puissants».

A. B.

## DES QUARTIERS ET CITÉS DÉBARRASSÉS DES COMMERÇANTS INFORMELS

# La crainte d'une opération ponctuelle

**L'initiative en elle-même est salubre et à encourager mais il est à craindre qu'elle ne s'inscrive dans le conjoncturel, le ponctuel auquel les pouvoirs publics nous ont habitués dans la gestion de la cité.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il s'agit de l'opération d'éradication du commerce informel entamée, ces jours-ci, à travers nombre de villes et de quartiers aux quatre coins du pays. Une initiative qui n'est venue, malheureusement, qu'en réaction aux plaintes des habitants des quartiers et autres cités populaires à travers le pays dont le quotidien est devenu insupportable. Car, au-delà du sacré trou qu'il porte au Trésor public à travers l'énorme évasion fiscale et autres assurances, le commerce informel ou plus crûment appelé en langage terre-à-terre trabendo, charrie son lot de néfastes effets collatéraux en termes de sécurité publique et de nuisance terrible aux voisinages qui n'en peuvent plus.

Et les récurrentes bagarres rangées suite à des vols ou des agressions verbales ou physiques, qui font le quotidien des habitants des quartiers et cités, dont bon nombre s'achèvent dans le sang comme ce fut le cas dernièrement à Belcourt, en plein cœur de la capitale, avec le meurtre commis sur un adolescent âgé d'à-peine 14 ans, ont fini par exaspérer plus d'un pour qui, venir à bout de ces commerces au noir ne relève plus d'un mobile strictement économique mais d'une œuvre de salubrité publique tout court.

Mais à peine entamée que l'initiative suscite d'ores et déjà les interrogations, toujours les mêmes, de bien de citoyens, assez renseignés sur le caractère tout

aussi récurrent et «calculé» de cette intervention musclée et risquée puisque intervenant à l'orée d'une rentrée sociale qui s'annonce explosive.

Et les éternels questionnements loin d'être «idiots» de ces simples quidams fusent : s'inscrira-t-elle dans la durée ? Faudra-t-il trouver des alternatives sûres à ces milliers de jeunes et autres pères de familles qui tirent leurs raisons de subsistance de cette activité parallèle ?

Le timing de l'opération est-il adéquat puisque intervenant à l'orée d'une rentrée sociale que plus d'un observateur prédit d'explosive ? Ces «chassés» de force se laisseront-ils faire aussi facilement puisqu'il n'est pas exclu qu'ils réagissent à leur «manière» pour avoir osé toucher à leur «pain» et celui de leurs familles ? Et puis, l'Etat est-il en mesure de garantir en quantité et à prix abordables et autres produits que ces trabendistes proposaient ?

Autant de «préoccupations» et d'«appréhensions» amplement justifiées quand on prend le bon «soin» de se rafraîchir la mémoire quant à la «récurrence» de ces opérations musclées intervenant, à chaque fois, en des occasions bien «précises» puisque répondant à des objectifs tout aussi concis. Car, et fort malheureusement, ces opérations coups-de-poing sont, peu de temps après, le temps que l'ouragan passe, suivies d'un relâchement «voulu» pour que le «cours normal» des choses reprenne comme si de rien n'était.

Et ce beau monde de quidams a bien en mémoire l'opération d'«informalisation» diligente l'année dernière dans le sillage de ce qui caractérisait les pays voisins comme soulèvements populaires sanglants ayant eu raison de bien de dictateurs. Une opération menée par les collectivités locales sur



Photo : Samir Sid.

Une nuisance terrible aux voisinages qui n'en peuvent plus.

ordre d'en «haut» à l'effet de contenir une explosion que l'on sentait imminente surtout avec le contexte régional de l'époque.

Et les boutiques informelles poussaient comme des champignons à même les trottoirs, empiétant par endroits même sur la chaussée, sous l'œil bienveillant de la force publique.

Ce «rappel» que plus d'un citoyen apostrophé, hier matin au quartier populaire de Belouizdad qui respirait la bonne santé avec le «déguerpissement» forcé, la veille, des marchands ambulants, a tenu à faire, est révélateur de la crainte «populaire» de voir ce coup de poing ressembler à ses nombreux précédents. Pour beaucoup de

monde, le «risque» est réel de voir cette opération musclée prendre l'allure d'un feu de paille, le temps que l'«orage» passe et qu'une autre et récurrente préoccupation citoyenne pointe le nez et le cycle recommence.

Car, le véritable combat contre le commerce informel ne saurait se suffire de ces opérations conjoncturelles qui, plus est, touchant l'ultime maillon d'un phénomène «tenu» par de véritables barons ayant le bras long à même de leur assurer la couverture requise en «haut lieu» quand ils n'en sont pas issus, via leurs «auxiliaires familiaux».

M. K.